

ÉDITORIAL
FRÉDÉRIC ROHART

Scellons un accord de bon sens pour la Grèce

La zone euro attend de pouvoir analyser les propositions concrètes de la Grèce pour décider: donne-t-on, oui ou non, à Athènes les moyens de se maintenir dans la zone euro. La question doit être tranchée de toute urgence, pour être mise en œuvre avant la date fatidique du 20 juillet, à laquelle la Grèce doit avoir trouvé de quoi rembourser les 3,5 milliards d'euros qu'elle doit à la Banque centrale européenne.

Les positions sont

connues, et l'on voit mal ce qui pourrait les changer. Alexis Tsipras, fort du soutien renouvelé des Grecs, est prêt à prendre des mesures difficiles, mais à condition d'obtenir en échange de vraies perspectives: financement de long terme, restructuration de la dette. En face, les pays de la zone euro sont divisés sur la possibilité d'accéder à ce type de requêtes, en particulier sur l'opportunité d'une restructuration de la dette grecque, mais ils sont clairs sur la séquence: la Grèce doit d'abord s'engager sur les réformes et prou-

ver qu'elle est capable de les mettre en œuvre. Le reste, on en parlera plus tard.

Jusqu'à présent, personne n'entend courber l'échine, et l'on en est à se demander si un sursaut peut encore arriver. Si la volonté d'empêcher un drame – pour les citoyens grecs et pour la construction européenne – est plus forte que l'exaspération mutuelle.

En théorie, les points de vue ne semblent pas inconciliables: une aide de long terme à la Grèce serait de toute façon égrenée en fonction de la mise en

œuvre des réformes. Et la restructuration pourrait prendre une forme acceptable pour les opinions publiques les plus rétives – un reprofilage, une diminution des taux d'intérêt que la Grèce doit rembourser. Cette semaine, les 19 membres de la zone euro doivent retrouver le sens commun et boucler cet accord. Il y va de la survie de l'idéal européen.

Les points de vue de la Grèce et de ses créanciers ne semblent pas inconciliables.